

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 09 avril 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 19
Procuration(s) : 7
Absent(s) : 0
Nombres de votants : 26
Votes pour : 26
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mercredi 27 mars 2024

DELIBERATION N°DL_AP2024_0049

Relative à la prolongation de la convention cadre de mise à disposition d'une partie des services de la DEAL dans le cadre de la gestion et de l'entretien des routes départementales

L'an deux mille vingt quatre, le neuf avril, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Nadjima SAID, Madame Rosette VITTA, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU, Madame Zamimou AHAMADI,

Conseillers départementaux représentés :

Monsieur Salime MDERE donne pouvoir à Madame Rosette VITTA, Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Madame Nadjima SAID, Madame Hélène POLLOZEC donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU,

Secrétaire de séance désignée:

Madame Nadjima SAID

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** le décret n°2010-1582 du 17/12/2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans les départements d'outre-mer, à Mayotte et à Saint Pierre et Miquelon.
- Vu** la délibération n° DL_CP2023_0102 relative à la prolongation de la convention cadre de mise à disposition d'une partie des services de la DEALM dans le cadre de la gestion et de l'entretien des routes départementales.
- Vu** la délibération n° DL_2021_00197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** le rapport n°2024-02081 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la commission aménagement du territoire, infrastructures et foncier du 03 avril 2024 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DECIDE

- Article 1 :** de prolonger la convention cadre de mise à disposition d'une partie des services de la DEALM dans le cadre de la gestion et de l'entretien des routes départementales signée le 25/06/2018 suite à la délibération n°2018.00135 conformément à l'avenant n° 5 joint, cette prolongation d'une durée de deux années s'achèvera le 31/12/2025 ;
- Article 2 :** de préparer le transfert des routes nationales avec la DEALM pour permettre au département de Mayotte d'assurer la gestion et l'entretien de l'ensemble des routes départementales et nationales sans échéance ;
- Article 3 :** de fixer la participation financière du Conseil départemental qui est calculée sur la base des effectifs affectés à l'entretien des routes de l'année N x 3220 € ; il s'agit bien de l'effectif affecté à l'entretien des routes et non l'effectif total de l'année N ;
- Article 4 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**

Ben Issa OUSSENI



Avenant n°5 à la CONVENTION
entre le PRÉFET et
le PRÉSIDENT du CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE
relative à la mise à la disposition des services de la
Direction de l'Environnement, de l'Aménagement, du Logement et de la Mer au
Conseil Départemental de Mayotte

Vu la loi n°2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte

Vu la loi n°2003-660 du 22 juillet 2003 relative à Mayotte

Vu la loi organique n°2010-1486 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;

Vu la loi ordinaire n°2010-1487 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;

Vu le Code général des Collectivités territoriales

Vu la convention de partenariat entre le Préfet et le Président du Conseil Départemental relative à la mise à disposition d'une partie des services de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 19 juillet 2018 ;

Vu le décret 2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans les départements et les régions d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu la délibération du Conseil Départemental de Mayotte n° 2018.00200 en date du 17 octobre 2018 relative à la convention de partenariat entre le Préfet et le Président du Conseil Général de Mayotte du 08 juillet 2018.

Vu la délibération du Conseil Départemental de Mayotte n° 2018.00279 en date du 11 décembre 2018 relative à l'avenant n°1 à la convention cadre de mise à disposition d'une partie des services de la DEALM dans le cadre de la gestion et de l'entretien des routes départementales du 11 décembre 2018.

Vu la délibération du Conseil Départemental de Mayotte n° DL **AP2023_0008** relative à l'avenant N°4 à la convention cadre de mise à disposition d'une partie des services de la DEALM dans le cadre de la gestion et de l'entretien des routes départementales.

ENTRE

L'État - représenté par Monsieur **Thierry SUQUET**, Préfet de Mayotte ;

ET

Le Département de Mayotte, représenté par Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil Départemental de Mayotte.

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

La convention 2018-2022 a régi les modalités de mise à disposition, pour le compte de la Collectivité départementale, puis du Conseil Départemental, des services de l'État au titre de l'exercice de la compétence routes.

Cette convention arrive à échéance au 31/12/2023. Compte tenu de la nécessité de conduire une réflexion approfondie sur la future convention avec l'exécutif élu, il est convenu entre l'État et le Département de prolonger la convention actuelle.

Le présent avenant a pour objet d'en acter les modalités.

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet :

- De prolonger la convention cadre de mise à disposition des services de la DEALM.
- D'ajuster la participation financière du Conseil Départemental pour 2024 et 2025.

ARTICLE 2 : PROLONGATION DE LA CONVENTION

Conformément aux dispositions de l'article 1 de la convention prévoyant la prorogation et de l'avenant n°4 mentionnant que la convention arrive à son terme au 31/12/2023, il est décidé de prolonger de 2 années (jusqu'au 31 décembre 2025) la convention en cours d'exécution.

ARTICLE 3 : PARTICIPATION FINANCIÈRE DU DÉPARTEMENT

L'article 4.1 de la convention est modifié comme suit :

La participation financière, du Conseil Départemental, aux moyens de fonctionnement et d'équipement des parties des services mis à sa disposition par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement, du Logement et de la Mer (DEALM) de Mayotte est calculée sur la base du montant fixé sur l'année N-1 en fonction de la pondération des effectifs de l'année N effectivement affectés à la convention et justifiés par la DEALM.

Son versement est opéré conformément aux dispositions de l'article 5b de la convention.

Les autres articles de la convention ainsi que les avenants y afférents restent inchangés.

Fait à MAMOUDZOU, le

Le Préfet de Mayotte

Le Président du Conseil départemental